



PRÉFÈTE DE LA MAYENNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale
de l'emploi, du travail, des solidarités
et de la protection des populations

Service protection de l'environnement -
installations classées

Laval, le 24 avril 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARA SAS

ZI de la Pépinière
53400 Craon

Références : BC/SR/PJ/2024 00886
Code AIOT : 0055300875

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15 avril 2024 de l'établissement de la SAS SARA, implanté ZI de la Pépinière 53400 CRAON. L'inspection a été annoncée le 4 mars 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARA SAS
- ZI de la Pépinière 53400 Craon
- Code AIOT : 0055300875
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est autorisé à exploiter un atelier d'abattage de volailles pour une capacité de 37 tonnes/jour en moyenne et un atelier de transformation de viande de volailles pour une capacité de 26 à 32 tonnes/jour..

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- autorisation,
- contrôle de l'accès,
- intégration dans le paysage,
- installations électriques,
- réseau de collecte,
- connaissance des produits - Etiquetage,
- rétention des stockages de déchet et de sous-produit,
- consommation,
- forage,
- prélèvement eau (autre),
- rejet indirect,
- stockage et traitement des déchets et sous-produits animaux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-----------------------------|--|--|-----------------------|
| 3 | Intégration dans le paysage | Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 5 | Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription | 30 jours |
| 4 | Installations électriques | Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 9 | Demande d'action corrective | 90 jours |
| 5 | Réseau de collecte | Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 14 | Demande d'action corrective | 90 jours |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| 7 | Rétention des stockages de déchet et de sous-produit | Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 19 | Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective | 90 jours |
| 9 | Forage | Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 23 | Demande d'action corrective | 30 jours |
| 11 | Rejet indirect | Arrêté Ministériel du 24/08/2017, article Article 28 | Demande d'action corrective | 90 jours |
| 12 | Stockage et traitement des déchets et sous-produits | Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 29 | Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription | 30 jours |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Nom du point de contrôle | Référence réglementaire |
|----|---------------------------------------|--|
| 1 | Autorisation | Arrêté Préfectoral du 09/01/2018, article Article 1 |
| 2 | Contrôle de l'accès | Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 4 |
| 6 | Connaissance des produits, Etiquetage | Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 18 |
| 8 | Consommation | Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 20 |
| 10 | Prélèvement eau (autre) | Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 24 |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Certaines des non-conformités relevées l'ont déjà été lors de l'inspection du 23/10/2020, sans qu'il n'y ait eu de retour pour la remise en conformité.

L'entretien des abords de la zone de pré-traitement, la gestion et le stockage de déchets et sous-produits et les dépassements au niveau des rejets vers la station doivent faire l'objet d'actions correctives efficaces et durables.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Autorisation

| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/01/2018, article Article 1 | | | | | | | | | | | | |
|--|--|--|------------------|--------|--------|--------------------|--|---|--------|--|----------------|---|
| Thème(s) : Risques accidentels, Autorisation | | | | | | | | | | | | |
| Prescription contrôlée : La SAS SARA, dont le siège social est situé ZI La Pépinière à Craon (53400) est autorisée, sous réserve de la stricte observation des dispositions du présent arrêté et du droit des tiers, à exploiter ZI La Pépinière à Craon, une unité d'abattage de volailles, de découpe et de stockage des emballages et des produits frais congelés. Les installations de la SAS SARA sont implantées ZI La Pépinière à Craon et composée de deux sites séparés par la rue d'Espagne. La présente autorisation est octroyée au titre des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, pour les caractéristiques ou volumes d'activités indiqués au regard ou sous réserve des prescriptions du présent arrêté : | | | | | | | | | | | | |
| <table border="1"><thead><tr><th>Rubrique</th><th>Désignation des activités</th><th>Caractéristiques</th><th>Régime</th></tr></thead><tbody><tr><td>2210-1</td><td>Abattage d'animaux</td><td>37 t/jour en moyenne 50 t/jour en pointe 9 620 t de carcasses abattues/an</td><td>A</td></tr><tr><td>2221-B</td><td>Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale</td><td>26 à 32 t/jour</td><td>E</td></tr></tbody></table> | Rubrique | Désignation des activités | Caractéristiques | Régime | 2210-1 | Abattage d'animaux | 37 t/jour en moyenne 50 t/jour en pointe 9 620 t de carcasses abattues/an | A | 2221-B | Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale | 26 à 32 t/jour | E |
| Rubrique | Désignation des activités | Caractéristiques | Régime | | | | | | | | | |
| 2210-1 | Abattage d'animaux | 37 t/jour en moyenne 50 t/jour en pointe 9 620 t de carcasses abattues/an | A | | | | | | | | | |
| 2221-B | Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine animale | 26 à 32 t/jour | E | | | | | | | | | |
| Constats : Activité annuelle sur 233 jours travaillés pour l'abattoir et 250 jours pour la transformation : - abattage 778 000 kg de carcasses, soit en moyenne 33,4 t/j, - transformation 6 703 628 kg, soit 26,8 t/j | | | | | | | | | | | | |
| Type de suites proposées : Sans suite | | | | | | | | | | | | |

N° 2 : Contrôle de l'accès

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 4 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales |
| Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas accès libre à l'installation. L'ensemble de l'installation, d'où sont susceptibles de s'échapper des animaux, est clôturé et comporte, en tant que de besoin, des dispositifs destinés à empêcher leur fuite hors de l'installation. |
| Constats : Il n'a pas été constaté de non-conformité le jour de l'inspection pour la prescription contrôlée. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Intégration dans le paysage

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales |
| <p>Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble de l'installation est entretenu et maintenu propre en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantation, engazonnement...).</p> |
| <p>Constats : La benne de récupération des refus de tamisage de pré-traitement des eaux usées est pleine et déborde tout comme un bac bleu dans cette même zone. Des déchets sont présents au sol. Présence d'un rat mort dans une boîte d'appât au niveau du transformateur électrique à environ 20 m du quai d'expédition des sous-produits et 40 m de la zone de pré-traitement. Des constats similaires ont été formulés à la suite de la visite réalisée le 23 octobre 2020 par l'inspection des installations classées : « - la zone de pré-traitement et ses abords doivent être nettoyés ; - présence d'asticots dans la benne des refus de tamisage ».</p> |
|   |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 30 jours |

N° 4 : Installations électriques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 9 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions générales |
| <p>Prescription contrôlée : Les installations électriques sont réalisées, entretenues et contrôlées conformément à la réglementation en vigueur. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition des inspecteurs des installations classées. L'installation est efficacement protégée contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et de la foudre.</p> |
| <p>Constats : Le rapport de vérification des installations électriques a été transmis à l'issue de la visite. Il y est mentionné des observations relatives aux non-conformités relevées dont la majorité ont déjà été signalées précédemment.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 90 jours |

N° 5 : Réseau de collecte

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 14 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions |
| <p>Prescription contrôlée : Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d'être polluées. Des dispositifs permettent d'isoler les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un sinistre, des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs et de traitement de ces eaux polluées.</p> <p>AP du 09/01/2018 ARTICLE 11 : EAUX PLUVIALES ET EAUX POLLUÉES. a) Descriptif : Les réseaux d'eaux pluviales et d'eaux usées doivent être de type séparatifs. Le réseau d'eaux pluviales collecte : - les eaux de toitures ; - les eaux ruisselant sur les voiries et les aires de stationnement. b) Dispositifs pour les eaux polluées : Des dispositifs permettent d'isoler les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un sinistre. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs et de traitement de ces eaux polluées. c) traitement des eaux de voirie et parking : L'exploitant devra installer des débourbeurs séparateurs à hydrocarbures pour les parkings. Leur rejet en sortie devra être inférieur à 10 mg/l d'hydrocarbures. Ces débourbeurs séparateurs seront vidangés et nettoyés chaque fois que nécessaire et au minimum 1 fois par an.</p> |
| <p>Constats : Absence de connaissance et de présentation des dispositifs permettant d'isoler les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un sinistre. Absence de mise à disposition des consignes définissant les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs et de traitement de ces eaux polluées. Le rapport d'intervention réalisée le 27/03/2024 par la société LEVRARD indique que le séparateur hydrocarbure était très encrassé et présentait un risque de bouchage ou de pollution après le séparateur, une nouvelle intervention est nécessaire au vu de l'état des filtres. L'entretien de ce séparateur ne répond pas à la prescription demandée.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 90 jours |

N° 6 : Connaissance des produits, Étiquetage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 18 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions |
| <p>Prescription contrôlée : L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 231-53 du code du travail. Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément à la réglementation en vigueur.</p> |
| <p>Constats : L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité des produits utilisés sous format informatique et sur la plateforme du fournisseur (unique pour l'ensemble des produits concernés).</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : Rétention des stockages de déchet et de sous-produit

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 19

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions

Prescription contrôlée :

Les déchets et les sous-produits animaux fermentescibles, y compris ceux récupérés en amont du dégrillage, sont conservés dans des locaux ou dispositifs adaptés pour éviter les odeurs, le contact avec les eaux pluviales et l'accès à ces matières par d'autres animaux.

Pendant le stockage et au moment de l'enlèvement de ces déchets et sous-produits,[...] les jus d'écoulement sont dirigés vers l'installation de prétraitement des effluents d'abattoir.

[...]

Les cadavres, déchets et sous-produits fermentescibles non destinés à la consommation humaine sont enlevés ou traités à la fin de chaque journée de travail s'ils sont entreposés à température ambiante. Tout entreposage supérieur à 24 heures est réalisé dans des locaux ou dispositifs assurant leur confinement, le cas échéant réfrigérés.

[...]

Constats :

Présence de 3 bacs bleus à l'extérieur près du quai d'expédition des sous-produits, remplis de jus et de plumes.

Les jus d'écoulement de ces bacs et ceux de la zone de prétraitement, où la benne de récupération de déchets déborde, sont orientés vers les canalisations d'eaux pluviales.

Ces remarques ont déjà été formulées lors de la précédente inspection du 25/11/2020 :

"La zone du pré-traitement présente de nombreuses non-conformités liées à un nettoyage et un entretien insuffisants, d'une part, et à des écoulements d'eaux souillées vers le réseau des eaux pluviales, d'autre part. Aussi, je vous demande de prendre rapidement les dispositions permettant de remédier à cette situation et de réaliser les aménagements nécessaires afin d'empêcher tout écoulement des différentes dalles de cette zone vers les voiries voisines, en particulier au niveau du dégrillage."



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 90 jours

N° 8 : Consommation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 20 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prélèvement et consommation d'eau |
| Prescription contrôlée : Les installations sont conçues et exploitées de manière à limiter les usages superflus de l'eau. Le niveau maximum de consommation liée aux opérations d'abattage ne dépasse en aucun cas la valeur de 6 litres d'eau par kilogramme de carcasse. Lorsque la réfrigération des carcasses est assurée par immersion, le niveau de consommation ne dépasse pas 10 litres d'eau/kg de carcasse. Art. 15 AP du 09/01/2018: L'eau consommée par la SAS SARA, soit 222 m ³ /j en moyenne, provient d'un forage et du réseau d'adduction d'eau potable de la ville de Craon. La consommation annuelle sera de 57 720 m ³ , dont au maximum 54 170 m ³ proviendront du forage. L'eau servira essentiellement au process et au lavage des installations. L'exploitation du forage, dont les coordonnées figurent au tableau ci-dessous, est autorisée pour une durée de 10 ans, renouvelable sur demande motivée. Le volume de prélèvement autorisé est au maximum de 250 m ³ par jour en pointe et de 54 170 m ³ par an. |
| Constats : La consommation d'eau potable provient exclusivement du réseau pour l'année 2023. 47921 m ³ pour 7 780 000 kg de carcasses, soit 6.15 l/kg. Le nouveau forage réalisé en 2023 n'est pas encore exploité. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 9 : Forage

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 23 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prélèvement et consommation d'eau |
| Prescription contrôlée : Lors de la réalisation de forage en nappe, toutes dispositions sont prises pour éviter de mettre en communication des nappes d'eau distinctes, sauf autorisation explicite dans l'arrêté d'autorisation, et pour prévenir toute introduction de pollution de surface. En cas de cessation d'utilisation d'un forage, l'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eau souterraines. La mise en œuvre d'un nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée préalablement à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique. |
| Constats : Le forage qui n'est plus utilisé aujourd'hui n'est pas sécurisé, aucune mesure d'obturation ou de comblement conformément aux dispositions prévues (notamment les prescriptions techniques qui vous ont été transmises avec le courrier du 6 avril 2023 relatif au nouveau forage) n'a été réalisée. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 30 jours |

N° 10 : Prélèvement eau (autre)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 24 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Prélèvement et consommation d'eau |
| Prescription contrôlée : Les ouvrages de prélèvement d'eau, visés aux articles 22 et 23 ci-dessus, sont munis d'un dispositif de mesure totaliseur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Les résultats, consignés dans un registre éventuellement informatisé, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pour une durée définie dans l'arrêté d'autorisation. |
| Constats : Il n'a pas été constaté de non-conformité pour la prescription contrôlée. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 11 : Rejet indirect

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/08/2017, article Article 28

Thème(s) : Risques accidentels, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits

Prescription contrôlée :

En matière de traitement externe des effluents par une station d'épuration collective, les dispositions de l'article 34 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent.

Elles concernent :

- les modalités de raccordement ;
- les valeurs limites avant raccordement ;

Ces dernières dépendent de la nature des polluants rejetés (macropolluants ou substances dangereuses) et du type de station d'épuration (urbaine, industrielle ou mixte).

NOTA 1 : les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance des émissions introduites par l'arrêté du 24 août 2017 s'appliquent au 1er janvier 2020 pour les installations existantes à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et pour celles dont les dossiers d'autorisation ont été déposés avant le 1er janvier 2018.

NOTA 2 : dans le cas particulier des substances dangereuses visées par la Directive 2013/39/UE, les dispositions autres que celles relatives à la réalisation de la surveillance s'appliquent au 1er janvier 2023.

AP du 09/01/2018 :

ARTICLE 18 : DISPOSITIF DE PRÉTRAITEMENT DES EAUX INDUSTRIELLES.

L'installation possède un dispositif de prétraitement de ses eaux usées industrielles avant leur envoi dans le réseau d'assainissement communal et la station d'épuration communale.

Les eaux usées issues du fonctionnement subissent un prétraitement qui se compose de :

- un poste de relevage équipé de 2 pompes de 40 m³/h au total,
- un dégrilleur tamiseur au fil de l'eau perforé raclé de 1 mm,
- un flottateur à air dissous avec injection de polymères,
- un bac de récupération des matières solides,
- un débitmètre à ultra-son et un préleveur automatique.

Après prétraitement, les eaux sont dirigées vers la station communale de Craon.

Le dégrillage est équipé d'ouvertures ou de mailles dont la taille n'excède pas 6 mm ou de systèmes équivalents assurant que la taille des particules solides des eaux résiduaires qui passent au travers de ces systèmes n'excède 6 mm. Tout broyage, macération ou tout autre procédé pouvant faciliter le passage de matières animales au-delà du stade de prétraitement est exclu. Ce dispositif est conçu de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Le type de dégrillage utilisé, le temps de séjour des effluents stockés et la fréquence d'entretien de ces dispositifs sont adaptés en conséquence.

Les installations de prétraitement sont correctement entretenues. Elles sont équipées de dispositifs permettant des prélèvements dans les rejets et des mesures de leur débit dans de bonnes conditions.

ARTICLE 19 : NORMES DE REJETS.

Les valeurs à respecter, pour les rejets en eaux industrielles, sont indiquées ci-dessous :

| | Normes de rejet | Auto surveillance |
|------------------|-----------------|-------------------|
| Débit journalier | 300 m3 / j | Permanent |
| Débit de pointe | 37,5 m3/h | |
| Température | < 30 ° C | |
| PH compris entre | 5,5 et 8,5 | |

| | Concentration | Flux | Auto surveillance |
|-----------|---------------|--------------|-------------------|
| MES mg/l | 2 000 mg / l | 600 kg / j | 1 fois /mois |
| DCO mg/l | 5 000 mg / l | 1 500 kg / j | |
| DBO5 mg/l | 2 000 mg / l | 600 kg / j | |
| NTK mg/l | 450 mg / l | 135 kg / j | |
| Pt mg/l | 40 mg / l | 12 kg / j | |
| Graisses | 1 100 mg / l | 330 kg / j | |

Constats :

Dépassement des normes de rejets constaté à plusieurs reprises au cours de l'année 2023. Dépassement constaté pour les critères DBO5 et DCO en février, mars, avril, octobre et janvier 2024.

Cette remarque a déjà été relevée lors la précédente inspection des installations classées; "Les résultats de l'auto-surveillance de vos rejets aqueux sont transmis de manière régulière. Ils font apparaître de rares et faibles dépassements des normes de rejet autorisées (DBO5, P et volumes d'eau)."

Selon les dires de Mme MARCELLA, le rapport d'activité de la station de traitement doit être remis pour l'année 2023.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 90 jours

N° 12 : Stockage et traitement des déchets et sous-produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/04/2004, article Article 29

Thème(s) : Risques accidentels, Traitement et rejets des effluents, déchets et sous-produits

Prescription contrôlée :

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles et économiquement acceptables.[...]

Les sous-produits animaux de l'installation sont entreposés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...) pour les populations environnantes, humaines et animales, et l'environnement. Ils sont éliminés ou valorisés conformément à la réglementation en vigueur.

Les matériels et outils jetables utilisés susceptibles d'être souillés par des matériels à risques spécifiés doivent être éliminés conformément au décret n° 97-1048 du 6 novembre 1997 relatif à l'élimination des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques et modifiant le code de la santé publique.

AP du 09/01/2018 :

ARTICLE 27 : ÉLIMINATION DES DÉCHETS ET SOUS-PRODUITS ANIMAUX.

Les déchets, les sous-produits animaux y compris ceux récupérés en amont du dégrillage de l'installation, sont entreposés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...) pour les populations environnantes, humaines et animales, et l'environnement. Ils sont éliminés ou valorisés conformément à la réglementation en vigueur.

Les aires de stockage ainsi que les cuves et bennes doivent être étanches et maintenues en parfait état.

En aucun cas, ces sous-produits ne doivent rejoindre le réseau d'eaux usées.

L'enlèvement du sang, des viscères et autres sous-produits est journalier. Pendant le stockage et au moment de l'enlèvement de ces déchets et sous-produits, les jus d'écoulement sont dirigés vers l'installation de prétraitement des effluents d'abattoir.

Les eaux résultant du nettoyage des locaux et des dispositifs de stockage des déchets et sous-produits (bacs ayant contenu des viandes et des abats saisis) sont collectées et dirigées vers l'installation de prétraitement des effluents de l'abattoir.

Les cadavres, déchets et sous-produits fermentescibles non destinés à la consommation humaine sont enlevés ou traités à la fin de chaque journée de travail s'ils sont entreposés à température ambiante. Tout entreposage supérieur à 24 heures est réalisé dans des locaux ou dispositifs assurant leur confinement, le cas échéant réfrigérés.

Les déchets issus du dégrilleur 6 mm, du tamisage du prétraitement, ainsi que les graisses piégées par le prétraitement des eaux résiduelles seront éliminés par équarrissage.

Il en est de même des fientes récupérées sur les quais de déchargement des animaux.

Constats :

Les déchets récupérés en amont du dégrillage sont stockés dans une benne et des bacs dans la zone de pré-traitement dont des jus et le trop plein s'écoulent sur l'aire imperméabilisée de la zone de pré-traitement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 30 jours